



#### Au Sommaire

##### Page 1 :

- L'édito

##### Page 2 :

- Photos-souvenirs des dernières manifestations à Fécamp

##### Pages 3 :

- Même votée, une loi peut être retirée

##### Page 4 :

- Liste des députés qui ont voté contre la motion de censure du gouvernement

##### Page 5 :

- Le conseil municipal de Fécamp refuse de soutenir les salariés en lutte contre la réforme

##### Page 6 :

- Financer les retraites

##### Pages 7 et 8 :

- L'œuf et la poule de la mairie de Fécamp

##### Page 8 :

- Les « lumières » de Fé-camp



Cela fait des années que le fossé se creuse chaque jour un peu plus entre le peuple et une partie des élus. L'abstention grandissante d'élection en election n'était que la partie émergée de l'iceberg. L'utilisation du 49-3, pour la 11ème fois, par la Première Ministre marque une nouvelle étape dans la crise de notre démocratie. Une crise qui vient s'ajouter à la crise sociale, à la crise environnementale, à la crise économique.

A l'évidence, le macronisme est à l'agonie. Comment en sommes-nous arrivés là ? Voici 6 mois, Emmanuel Macron était réélu, non pas sur son programme dont il a systématiquement refusé de débattre pendant toute la campagne électorale, mais uniquement sur la volonté populaire de ne pas voir la France tomber aux mains de l'extrême-droite

Depuis qu'il a été élu face à Marine Le Pen, le président semble penser qu'il a le droit de faire ce qu'il veut, quand il veut, où il veut : piétiner notre modèle social, refuser la taxation des superprofits des grandes compagnies, passer son temps à « rassurer les marchés financiers ». Et refuser obstinément l'idée qu'il puisse être minoritaire.

Hélas pour la France, Emmanuel Macron a choisi la voie du mépris et des matraques. Il divise profondément les Français et a créé une situation explosive. Il est temps qu'il mette sa réforme en mode pose. Face à ces choix politiques désastreux et injustes, la colère gronde. Dans les bastions syndicaux mais aussi dans les campagnes, dans les petites villes. Sur quoi cette colère va-t-elle déboucher ? Va-t-elle ouvrir la voie à une alternative autoritaire et fasci-

sante ? Ou bien va-t-elle donner naissance au meilleur, à une mobilisation unitaire inédite depuis longtemps, rassemblée pacifiquement pour construire des jours plus heureux pour notre pays ?

Les communistes apportent leur pierre à ce rassemblement démocratique et social, ils multiplient les propositions concrètes pour réussir à financer nos retraites sans voler 2 ans de la vie des salariés-es, ils ont proposé à leurs partenaires de la NUPES d'engager la procédure menant à un Référendum afin de redonner la parole aux Français ([cf le précédent numéro du Rouge-Gorge](#)),

Jeudi dernier, il y a eu plus de manifestants que jamais. Partout dans le pays, les journalistes ont noté une hausse de la mobilisation. Les syndicats ont confirmé qu'ils continueront tant que la loi du report à 64 ans de l'âge de la retraite n'aura pas été retirée : « *Alors que l'exécutif cherche à tourner la page, ce mouvement social et syndical pérenne et responsable confirme la détermination du monde du travail et de la jeunesse à obtenir le retrait de la réforme* », ont-ils affirmé à l'issue de la 9e journée de mobilisations, en appelant à une nouvelle journée de mobilisation ce jeudi 28 mars.

Pour Fécamp, le rendez-vous est fixé à 14 h 30, à l'espace Henri Dunant (ancien hôpital de Fécamp). Aujourd'hui, [les Français ont besoin de retrouver confiance dans leur démocratie, dans leur République](#). Mardi 28 mars, disons-le haut et fort. Passez le mot autour de vous, à vos proches, vos amis, vos parents, vos collègues de travail.



# MARDI 28 MARS ON REMET CA !

RdV 14 H 30 à l'espace Henri Dunant (ancien hôpital)

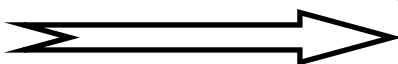
[3500 manifestants à Fécamp pour la grève du 23 mars dernier](#)



Samedi 13 mars - les salariés en lutte s'invitent au conseil municipal de Fécamp



Et en musique, c'est mieux... pour avoir le son, cliquez sur la photo...







## MEME VOTÉE, UNE LOI PEUT ÊTRE RETIRÉE

Les opposants à la réforme brandissent le précédent du CPE pour rappeler que sa validation à l'Assemblée ne siffle pas la fin du match.

**L**a démocratie a parlé : circulez, il n'y a plus rien à voir. C'est en somme le message que martèlent les macro-nistes depuis l'adoption de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale, le 20 mars, suite à l'échec des motions de censure. Le bras de fer entre le gouvernement et le mouvement social serait désormais caduc : Elisabeth Borne estime même avoir « *le droit d'employer le mot victoire* ». C'est oublier l'histoire sociale récente. Nombre d'opposants à la réforme brandissent l'exemple du mouvement contre le contrat première embauche (CPE), en 2006, pour rappeler que la partie n'est pas finie : « *Une loi votée n'est pas forcément appliquée* », en conclut Philippe Martinez (CGT).

Les similitudes sont en effet frappantes. Comme pour les retraites en 2023, la loi portée par le premier ministre Dominique de Villepin est adoptée en février 2006 avec recours au 49.3. Mais les mobilisations ne faiblissent pas. Au mois de mars, il y a toujours entre un et trois millions de personnes dans les manifestations, et les heurts avec la police se multiplient. Le climat d'asphyxie force le président Chirac à intervenir pour suspendre la mesure. Elle sera ensuite abandonnée. Toute ressemblance avec des événements en cours n'est donc pas fortuite.

### UN RÉFÉRENDUM POUR REFROIDIR LES ARDEURS DU GOUVERNEMENT

Plus récent encore : la mise en échec de la privatisation des Aéroports de Paris (ADP). Votée dans le cadre de la loi Pacte en avril 2019, celle-ci ne s'est jamais concrétisée. L'article en question a d'abord été bloqué par la tentative de référendum d'initiative partagée (RIP) lancée par des parlementaires de gauche comme de droite. Le RIP a échoué à réunir les 4,7 millions de signatures d'électeurs nécessaires à son déclenchement, mais 1,1 million l'ont tout de même paraphé. Suffisant pour refroidir les ardeurs du gouvernement : celui-ci met définitivement le projet à la poubelle en mars 2020, ayant désormais d'autres virus à fouetter. Le fait qu'une loi soit adoptée n'oblige donc en rien qu'elle soit un jour appliquée. Emmanuel Macron peut encore appuyer sur le bouton stop. Sur le plan juridique, il faut d'abord que la réforme soit promulguée par le président de la République, puis accompagnée de mesures d'application. Selon un rapport du Sénat daté de 2016, ce sont d'ailleurs en moyenne 30 % des articles votés qui ne se concrétisent jamais. La faute, souvent, à une très grosse inflation législative qui empêche l'administration de suivre le rythme. Mais aussi, parfois, à une mobilisation sociale victorieuse dans les prolongations, bien après le vote. ■

CYPRIEN CADDEO



**Pour battre la droite et Macron,  
J'adhère au PCF**

[rougegorge@pcf-fecamp.fr](mailto:rougegorge@pcf-fecamp.fr)



# LES DEPUTE-ES QUI ONT REFUSE DE VOTER LA MOTION DE CENSURE TRANSPARTISANE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

Le petit groupe de députés centristes LIOT avait déposé une motion de censure du gouvernement à laquelle s'étaient ralliés les députés communistes et de la NUPES. Il ne s'en est fallu que de 9 voix que cette motion de censure soit votée et que la réforme portant l'âge de la retraite à 64 ans soit retoquée. Parmi les député-es qui ont fait le choix de soutenir le gouvernement et sa réforme, on note le nom de Mme Poussier-Winsback. Conserver l'investiture de la majorité présidentielle aux prochaines élections méritait sans doute de trahir les travailleuses et les travailleurs de Fé-camp en lutte. On en vient à regretter le temps où elle était encore membre du parti de droite les Républicains : un grand nombre de ses ex-copains de parti ont fait le choix, eux, de voter la motion de censure. Quant aux soutiens du gouvernement, on y trouve des motivations très spéciales, comme Aurore Bergé, la cheffe de file des députés macronistes l'a elle-même reconnu...

<p><b>LES DÉPUTÉS RENAISSANCE</b></p> <p>Caroline Abadie Damien Abad Damien Adam Sabrina Agrest-Roubache Éric Alauzet David Amiel Pierre-Alexandre Anglade Jean-Philippe Ardouin Antoine Armand Quentin Bataillon Xavier Bahut Belkhir Belhaddad Mounir Belhamiti Fanta Berete Aurore Bergé Benoit Bordat Éric Bothorel Florent Boudié Chantal Bouloix Bertrand Bouyx Pascale Boyer Maud Bregeon Anthony Brosse Anne Brugnara Danielle Brulebois Stéphane Buchoux Françoise Buffet Céline Calvez Lionel Causse Thomas Cazenave Jean-René Cazeneuve Pierre Cazeneuve Émilie Chandier Clara Chassaniol Yannick Chenevard Mireille Clapot Fabienne Colboc François Cormier-Bouligeon Laurence Cristol</p>	<p>Dominique Da Silva Christine Decodts Julie Delpech Frédéric Descrozaille Benjamin Dix Nicole Dubré-Chirat Philippe Dunoyer Stella Dupont Sophie Errante Philippe Fait Marc Ferracci Jean-Marie Flévet Jean-Luc Fugit Thomas Gassilloud Anne Genetet Raphaël Gérard Hadrien Ghomi Éric Girardin Joël Giraud Oïga Givernet Charlotte Goetschy-Bolognese Guillaume Gouffier Valente Jean-Claude Grollier Marie Guévenou Claire Guichard Philippe Guillemard Anthony Brugnara Nadia Hai Yannick Haury Pierre Henriot Laurence Heydel Grillere Alexandre Holroyd Sacha Houlié Sébastien Huguès Monique Iborra Alexis Izard Jean-Michel Jacques Caroline Janvier Guillaume Kasbarian Fadila Khattabi Brigitte Klinkert Daniel Labaronne Emmanuel Lacroix</p>	<p>Amélia Lakrafi Michel Lauzzana Pascal Lavergne Sandrine Le Feur Didier Le Gac Gilles Le Gendre Constance Le Grip Annaïg Le Meur Christine Le Nabour Nicole Le Peih Fabrice Le Vigoureux Marie Lebec Vincent Ledoux Mathieu Lefèvre Patricia Lemoine Brigitte Liso Jean-François Lovisolo Sylvain Maillard Laurence Maillard-Méhalgerie Jacqueline Maquet Louis Margueritte Christophe Marlon Sandra Marsaud Bastien Marchive Didier Martin Denis Masségia Stéphane Mazars Graciella Melchior Ludovic Mendes Lysiane Métayer Nicolas Metzdorf Marjolaine Meynier-Millefert Paul Midy Laure Miller Benoit Mournet Karl Olive Nicolas Pacquot Sophie Panoncle Astrid Panosyan-Bouvet Didier Paris Charlotte Parmentier-Lecocq Emmanuel Pellerin Patrice Perrot</p>	<p>Anne-Laurence Petel Michèle Peyron Béatrice Piron Claire Pitollat Jean-Pierre Pont Éric Poulliat Natalia Pouzyreff Rémy Rebeyrotte Robin Reda Cécile Rihaac Stéphanie Rist Marie-Pierre Rixain Charles Rodwell Xavier Roseren Jean-François Rousset Lionel Royer-Perreaut Thomas Rudigoz Laetitia Saint-Paul Mikaele Seo Freddy Sertin Charles Sitenstuhl Philippe Sorez Bertrand Sorre Violette Spillebout Bruno Studer Liliana Tanquy Sarah Tanzilli Jean Terlier Prisca Thevenot Huguette Tiegna Stéphane Travert David Valence Annie Vidal Patrick Vignal Corinne Vignon Lionel Vuibert Stéphane Vojetta Lionel Vuillet Guillaume Vuilletet Christophe Weissberg Éric Woerth Caroline Yadan Jean-Marc Zulesi</p>	<p><b>HORIZONS</b></p> <p>Xavier Albertini Henri Alfandari Béatrice Bellamy Thierry Benoit Agnès Carel Paul Christophe Yannick Favennec-Bécot Félicie Gérard François Gernigon François Jolivet Loïc Kervran Stéphanie Kochert Luc Lamirault Jean-Charles Larssonneur Anne Le Hénañff Didier Lemaire Lise Magnier Laurent Marcangeli Naïma Moutchou Jérémie Patrier-Leitus Christophe Plassard Jean-François Portarrieu Marie-Agnès Poussier-Winsback Philippe Pradal Isabelle Rauch Vincent Thiébaud Frédéric Valletoux André Villiers Anne-Cécile Violand</p>	<p><b>MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE</b></p> <p>Anne-Laure Babault Erwan Balanant Géraldine Bannier Anne Bergantz Philippe Berta Christophe Blanchet Philippe Bolo Jean-Louis Bourlanges Blandine Brocard Vincent Bru Mickaël Cosson Laurent Croizier Jean-Pierre Cubertafon Romain Daubié Mathilde Desjonquères Laurent Esquenet-Goxes Olivier Falorni Marina Ferrari Estelle Folest Bruno Fuchs Maud Gatel Luc Geismar Perrine Goulet Frantz Gumbs Cyrille Isaac-Sibille Élodie Jacquier-Laforge Sandrine Josso Fabien Laine Mohamed Laqhila Florence Lasserre Philippe Latombe Pascal Lecamp Delphine Lingemann Aude Luquet Emmanuel Mandon Éric Martineau Jean-Paul Mattei Sophie Mette</p>	<p>Bruno Millenne Louise Morel Hubert Ott Jimmy Pahun Maud Petit Josy Poueyto Richard Ramos Nicolas Turquois Sabine Thillaye Laurence Vichnievsky Philippe Vigier Frédéric Zgainski</p>	<p><b>les IR Républicains</b></p> <p>Thibault Bazin Valérie Bazin-Maigras Anne-Laure Blin Émilie Bonnard Jean-Luc Bourgeois Xavier Breton Hubert Brigand Éric Clotti Christelle D'Intorni Marie-Christine Dalloz Virginie Duby-Muller Nicolas Forissier Jean-Jacques Gaultier Annie Genevard Philippe Gossetin Victor Habert-Dassault Michel Herbillon Patrick Hetzel Philippe Juvin Mansour Kamardine Marc Le Fur Véronique Louwagie</p>	<p><b>LIBERTÉS INDÉPENDANTS OULTE-MER &amp; TERRITOIRES</b></p> <p>Pierre Morel-À-L'Huissier Christophe Naegelen</p> <p>Non-inscrit : Emmanuelle Ménard</p>
--	---	--	---	---	---	---	---	---

**Pour battre la droite et Macron, j'adhère au PCF**

[rougegorge@pcf-fecamp.fr](mailto:rougegorge@pcf-fecamp.fr)



# LA MAIRIE DE FECAMP REFUSE DE SOUTENIR LES SALARIES EN LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

*Lors du dernier conseil municipal, Jacques Louiset, au nom des élus de gauche et écologistes de Fécamp a déposé le vœu ci-dessous afin de soutenir la lutte des salariés contre le recul à 64 ans de l'âge du départ en retraite. Il s'est heurté à une fin de non recevoir de la part des élus de la majorité de Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback et M. David Roussel*

## VOEU DU CONSEIL MUNICIPAL

### VOEU CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

VU la constitution de la Vème République ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le projet de loi n°760 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 ;

CONSIDÉRANT la décision du gouvernement de vouloir porter l'âge de départ à la retraite à 64 ans, avec un allongement de la durée de cotisations à 43 annuités ; que ce report fait suite à une précédente réforme portée par M. Éric WOERTH, ministre sous la présidence de M. SARKOZY, qui avait déjà relevé l'âge légal de départ de 60 à 62 ans et celui de la pension sans décote de 65 à 67 ans, alors même que ce report avait été unanimement refusé par les syndicats et une large partie des Français ; que cette réforme de 2010 avait ainsi entraîné une stagnation, voire une dégradation de l'espérance de vie pour les plus précaires ;

CONSIDÉRANT que les derniers sondages font état que 71% des Français refusent ce nouveau report brutal, alors même que les Français éprouvent un fort attachement au système de retraite par répartition ; que, pour la première fois depuis 2010, les huit principaux syndicats appellent à se mobiliser contre ce projet du gouvernement ;

CONSIDÉRANT l'inégalité criante de cette réforme dont les travailleurs doivent porter exclusivement le coût ; qu'il s'agit d'un projet idéologique, qui n'a aucune urgence économique, étant rappelé que le rapport du Conseil d'orientation des retraites indique en effet clairement que le système de retraite n'est pas en danger et qu'il n'y a pas d'urgence financière ;

CONSIDÉRANT que la retraite est une question de société ; qu'elle constitue un espace de liberté ou une période de la vie où les travailleurs trop fatigués et mal rémunérés ne peuvent pas en profiter ;

CONSIDÉRANT que d'autres financements alternatifs existent, telle que l'augmentation des salaires, où 1 % de hausse rapporte 2,5 milliards d'euros ; tel que d'imposer l'égalité hommes et femmes (estimée à 4 milliards d'euros), qui élargirait l'assiette de cotisations ; telle que l'augmentation des cotisations patronales, où + 0,8 % sur quatre ans permettrait de récupérer 12 milliards d'euros ; tel que d'aligner la participation des revenus financiers sur ceux du travail (30 milliards d'euros) en même temps que de remettre à plat la politique d'aides publiques aux entreprises ; telle que la mise en place d'une taxe de 2 % sur la fortune des milliardaires français qui rapporterait près de 12 milliards à notre système de retraite ; que toutes ces mesures sont de nature à combler les possibles déficits ;

CONSIDÉRANT enfin que les retraités sont des artisans indispensables du lien social ; que partir à 60 ans est une des conditions pour être en bonne santé ; et qu'ils sont un pilier essentiel de nos sociétés ;

CONSIDÉRANT l'importance de ces sujets pour la vie quotidienne

**Article unique : Le Conseil municipal émet le vœu suivant.**

**Le Conseil municipal exige que le gouvernement renonce à sa réforme et qu'il engage avec les salariés, les syndicats, les élus et tous les citoyens et citoyennes une véritable concertation, pour renforcer notre système de retraite, par des mesures de progrès et de partage des richesses.**

**Il exige également du gouvernement la tenue d'un référendum, qui est un droit et aussi un devoir constitutionnel quand il s'agit d'un sujet aussi important sur la vie de notre République.**



## **FINANCER LA RETRAITE À 60 ANS, des pensions supérieures au smic, pour toutes et tous, *c'est possible !***

**Nous proposons une bonne réforme des retraites avec des recettes nouvelles :** création d'emplois, augmentation des salaires, égalité femmes-hommes, taxation des revenus financiers...

**La création de 500 000 emplois** indispensables dans les services publics (hôpital, école, transports, territoriale, etc.) rapporterait plus de 6 milliards d'euros.

**La réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures** et la création d'emplois équivalente (1,7 million d'emplois) rapporterait 13,6 milliards d'euros.

**La mise à contribution des revenus financiers des entreprises,** aujourd'hui exonérés de cotisations, rapporterait près de 40 milliards d'euros.

**Une augmentation immédiate de tous les salaires** augmenterait automatiquement les cotisations sociales pour financer les pensions :

- Dans le privé, 5 % de hausse des salaires rapportait 9 milliards d'euros.
- Dans le public, l'augmentation de 5 % du point d'indice de la fonction publique représenterait 1,25 milliards d'euros de cotisations retraites en plus.

**L'égalité salariale femmes-hommes,** c'est 6 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

**J'adhère** 

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris  
Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr



## Qui de l'oeuf ou la poule ?



Dans [le numéro de février du Rouge-Gorge](#), nous informions nos lecteurs des fermetures arbitraires de l'Espace Dunant, haut lieu de vie des associations fécampoises et de plusieurs autres structures.

Pour rappel, les associations ont trouvé porte close durant les dernières vacances scolaires à partir de 18 h 30 (là où l'espace Dunant est habituellement ouvert jusqu'à 20 h 45) sans qu'aucune d'entre elles n'ait été prévenue de ce brutal changement d'horaires ! Une goutte d'eau qui fait évidemment déborder le vase, puisque cette fermeture arbitraire vient s'ajouter à la fermeture de l'Espace Dunant le samedi matin.

Interrogé par l'opposition en séance publique du conseil municipal du 13 mars dernier en ce qui concerne la fermeture de l'Espace Dunant et sa gestion plus que décevante (un gardien fantôme, qui n'est pas affecté au centre en permanence), David Roussel, Maire s'offusque : « pour Dunant, Dunant n'a jamais été fermé, il est ouvert. Pour le samedi, ça a toujours été fermé, il n'y avait qu'une association et quelques syndicats ». Ah bon ??? Mais alors Monsieur Roussel, comment expliquez-vous le mail que les services municipaux ont envoyé aux responsables des associations le 18 novembre 2022 ?

Maintenez-vous que l'Espace Dunant n'a JAMAIS été ouvert le

samedi matin ? Ce sont pourtant vos propos M. Le Maire, filmés lors du conseil municipal du 13 mars !

Une de vos adjointes, interrogée elle aussi entre deux couloirs sur la fermeture de l'Espace Dunant pendant les vacances scolaires, a déclaré que jamais la Mairie n'avait ordonné une pareille décision et qu'il pouvait peut-être s'agir d'un canular !!! Elle ajoute qu'il aurait fallu apporter à la Mairie la preuve de cette affiche scotchée dans le hall d'accueil de Dunant. Qu'à cela ne tienne, la preuve, la voici :



On peut donc légitimement se poser une question, Monsieur le Maire : êtes-vous réellement au courant de ce qu'il se passe au sein de vos équipes et au sein des bâtiments publics ?

.../...

## Rouen : une femme au pouce arraché

Une femme a été [victime de l'explosion d'une grenade lancée par les policiers](#) lors des manifestations de jeudi dernier, à Rouen

## Les grenades explosives de la police en cause

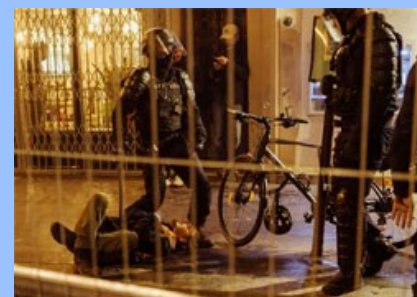
Les policiers français sont les seuls en Europe à employer des munitions explosives, responsables de lésions irréversibles. [Quelles sont ces munitions ? Cliquez pour le savoir](#)

## Pour Fabien Roussel, la BRAV-M n'a pas lieu d'être

En 1986, on les appelait « les vultigeurs », aujourd'hui les BRAV-M. Sous des noms différents, il s'agit toujours des mêmes troupes de choc à moto du ministre de l'intérieur, à la réputation sulfureuse depuis [la mort de Malik Oussekin](#) en 1986. [Pour Fabien Roussel, face aux manifestations contre la réforme des retraites, ces groupes de répression n'ont pas lieu d'être](#)

## Le conseil de l'Europe s'alarme d'un usage excessif de la force en France

[Le Conseil de l'Europe s'alarme de l'usage disproportionné de la force fait par les policiers de Gérald Darmanin](#) lors des manifestations de jeudi dernier



.../...

Vous clamez haut et fort en conseil municipal que l'espace Dunant n'a jamais été fermé, vous envisagez même l'idée (sans terminer votre propos hélas) que l'opposition mente et voici vos propos : « *y'a pas de sujet particulier, sauf à vouloir faire croire encore une fois qu'on essaie de ...* ».

Pourtant, le Rouge-Gorge apporte aujourd'hui la preuve que

des décisions ont bien été prises concernant la gestion de l'Espace Dunant. Vous ne pouviez pas ne pas être au courant, notamment du mail envoyé par le service de la vie associative.

Alors Monsieur le Maire : Qui de l'œuf ou la poule ? Qui gère notre ville ? Qui tire les ficelles en coulisses ?

## LUMIERE A TOUS LES ETAGES



Samedi dernier, un peu partout dans le monde avait lieu l'opération Earth Hour, « une heure pour la planète », une opération internationale de sensibilisation à la pollution lumineuse et au dérèglement climatique organisée par le WWF. A cette occasion, les villes participantes éteignent l'éclairage public pendant 1 heure. Cela a été le cas pour la [Tour Eiffel](#), la [ville de Lyon](#) ou le [opéra de Sidney](#).

La ville de Fécamp devait s'inscrire dans cette opération et avait demandé au club d'astronomie de Toussaint d'assurer l'animation de cette soirée d'observation.

Depuis plusieurs semaines, les bénévoles de cette association et les services municipaux préparaient donc cette opération. Jusqu'à la semaine dernière,

lorsque M. Florentin Cognie, le 3ème adjoint au maire, vient y mettre son grain de sel et prend la décision tout autant génialissime qu'électroluminescente... de laisser l'éclairage public allumé ! Les bénévoles du club d'astronomie de Toussaint ont donc appris, médusés, qu'ils devraient se coltiner des kilos de matériel optique et de télescopes pour montrer galaxies, nébuleuses et planètes au travers de la lumière des lampadaires de Fécamp... C'est ainsi que Fécamp s'est taillée une célébrité dont elle se serait bien passée en étant la seule ville au monde à participer à Earth Hour en allumant son éclairage public...

A l'évidence, la participation de Fécamp à l'opération Earth Hour n'était donc que de la poudre aux yeux, qu'une banale opération de greenwashing menée par M. Cognie. Rien de bien étonnant de la part d'un élu qui, lors des dernières élections européennes, était en charge de la gestion du site internet du parti d'Emmanuel Macron

## Le Pen trop occupée

L'absence des lepénistes du mouvement social contre la réforme des retraites fait jaser. Mais la daupine du Rassemblement National a d'autres chats à fouetter. Elle est actuellement très occupée à [sanctionner un de ses élus qui a inauguré une mosquée](#). Chacun ses priorités...

## Le RN condamné

Autre souci pour le Rassemblement National de Marine Le Pen : il vient d'être condamné en appel à une amende de 250 000 € dans [l'affaire des surfacturations de ses kits de campagne](#), surfacturations payées par le contribuable dans le cadre de la loi de remboursement des frais de campagne électorale

## La tasse

Les derniers sondages montrent qu'Emmanuel Macron et Elisabeth Borne boivent la tasse, le chef de l'Etat passant [sous la barre des 30 % d'opinions favorables](#)

## 2 millions pour les grévistes

[La caisse de grève interprofessionnelle vient de franchir le cap des 2 000 000 €](#). Cet argent est redistribué aux salariés en grève contre la réforme des retraites

## Grosse frime de Macron

Pour impressionner son monde, Macron, lors de sa dernière intervention à la TV, s'est fendu d'une référence à Victor Hugo pour mieux cracher son mépris de « la foule ». En fait Victor Hugo rendait hommage aux révolutionnaires de 1830 en déclarant : « [Hier vous n'étiez qu'une foule, vous êtes un peuple aujourd'hui!](#) »



## Avec les communistes, devenez acteur du combat pour défendre les retraites

**JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance  Sexe    

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

**OUI**

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**  
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à [pcf@pcf-fecamp.fr](mailto:pcf@pcf-fecamp.fr) avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à [pcf@pcf-fecamp.fr](mailto:pcf@pcf-fecamp.fr)

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :  
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

**Cliquez ici** 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

**Cliquez ici** 

Le journal l'Humanité :

**Cliquez ici** 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 